

Immigration Piégés aux portes de l'Europe

Venus d'Afrique, un grand nombre de migrants clandestins restent bloqués au Maroc. Ils seraient victimes de rafles et de violences, selon les organisations humanitaires.

DE NOTRE CORRESPONDANTE
CHRISTELLE MAROT
REPORTAGE PHOTO :
YASSINE TOUMI POUR L'EXPRESS

Sur le bord de la route nationale qui relie Tanger à Tétouan, le matin déverse ses grappes de migrants clandestins, silhouettes fragiles surgies des bosquets. De petits groupes se forment, hèlent les automobilistes dans l'espoir de récolter du pain, du lait, du riz, quelques dirhams... De quoi préparer le repas du soir. L'enclave espagnole de Ceuta est à 8 kilomètres à peine. L'Europe rêvée, si proche et si loin...

Armel et Gaucher, deux Camerounais âgés d'une trentaine d'années, rejoignent leurs compagnons d'infortune sur le bord de la route. Cette nuit encore, leur expédition pour rejoindre l'île espagnole en canoë pneumatique a échoué. Ils réessaieront demain. Avec le retour des beaux jours, les tentatives se multiplient. Dans les forêts avoisinantes, des centaines de clandestins subsahariens venus du Nigeria, du Mali, de Guinée, du Cameroun ou encore du ●●●



SOUTIEN
La Fondation
Orient-Occident,
à Rabat, accueille des
migrantes, notamment
dans son atelier
couture et textile.

●●● Liberia se cachent et attendent. « C'est très dur de vivre ici, comme ça », raconte Armel. Titulaire d'un DUT en informatique, l'homme est arrivé au Maroc il y a un an. Avec ses compagnons, il campe dans une grotte, en contrebas. « On est obligés de changer de refuge très souvent à cause de la police. On dort par terre. Avec l'humidité, on a de gros problèmes de santé », explique-t-il. Dans la grotte, la vie est spartiate. Quelques couvertures, des ustensiles de cuisine et des bibles jonchent le sol. Pour Armel, gagner l'Europe est la seule issue : « C'est l'enfer ici. Mais je ne peux pas rentrer, je n'ai plus rien, plus d'argent. Je dois passer en Europe. Là-bas, si tu es méritant, si tu travailles, on te donne ta chance. »

A Rabat, dans le quartier de Takadom, William, 28 ans, plâtré à la main gauche et au pied droit, se remet doucement. A ses côtés, Sébastien, large cicatrice au front, s'appuie sur une béquille. Dans la pièce exigüe, le téléviseur braille. « On était une centaine, on a lancé un assaut en mars sur Melilla [l'autre enclave espagnole, qui jouxte la ville marocaine de Nador]. Passer en force, c'est la seule manière pour qu'il y en ait quelques-uns qui franchissent la clôture », explique William. Lui, Sébastien et leur ami Clément ont réussi à passer les barbelés, mais la Guardia Civil, force de police espagnole, les a rattrapés dans le centre. « Ils nous ont mis dans les coffres de voitures pour traverser la ville sans que personne nous voie, poursuit-il. Puis ils



DÉTENTE
La Fondation Orient-Occident propose aussi un atelier danse.

VIOLENCES
Aboubakr, camerounais, raconte qu'un policier marocain l'a poussé sous un train.

nous ont livrés aux forces de sécurité marocaines. De l'autre côté, nous avons été frappés avec des matraques et des barres de fer. Ils nous traitaient comme des animaux [...] Mon ami Clément est mort dans mes bras, trois jours plus tard, des suites d'une hémorragie interne. »

L'impact du durcissement des politiques migratoires

Depuis la fin de 2011, la situation sanitaire des migrants subsahariens en situation irrégulière au Maroc s'est dramatiquement détériorée. Les rafles se multiplient parmi ces groupes qui comptent des réfugiés, des demandeurs d'asile, des femmes enceintes, des mineurs... Certains sont reconduits de nuit par bus jusqu'à Oujda, à la frontière du Maroc et de l'Algérie, puis expulsés dans le no man's land qui sépare les deux pays, à la merci des réseaux criminels qui opèrent dans la région. Les associations dénoncent aussi la reprise des reconduites à la frontière mauritanienne. Une zone militarisée, minée, désertique, très dangereuse.

Dans ce contexte, la décision de Médecins sans frontières (MSF) de se retirer du royaume, plus de quinze ans après avoir démarré ses activités, sonne comme un coup de tonnerre. L'organisation humanitaire, obligée de monter régulièrement au créneau pour défendre les droits humains des migrants, estimait ne plus être dans son rôle. Dans son dernier rapport, publié en mars, elle dénonce la forte augmentation des abus, des traitements dégradants et des actes de violence contre les Subsahariens, commis par les forces de sécurité marocaines, mais aussi par les forces espagnoles. 63 % des personnes interrogées par les enquêteurs de MSF affirment avoir subi des violences, principalement de la part des Forces de sécurité (64 % des cas), mais aussi des délinquants marocains (21 %) et de la Guardia Civil (7 %). Des excès favorisés par le durcissement des politiques migratoires en Europe. « Le départ de MSF est une catastrophe, s'alarme Stéphane Julinet, responsable juridique du Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des



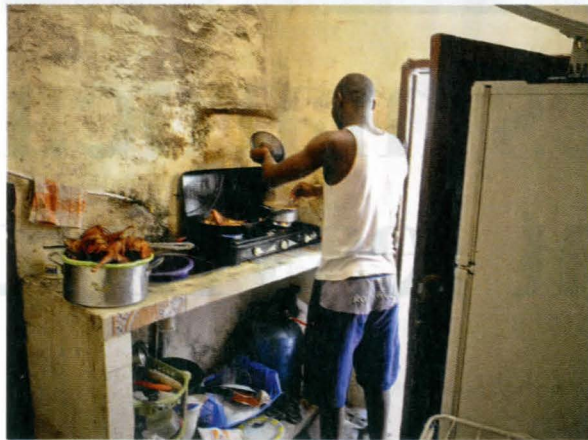
étrangers et migrants (Gadem). Personne n'a pris la relève pour soigner les migrants blessés lors des rafles et des refoulements aux frontières. » Selon les associations, près de 25 000 clandestins originaires du sud du Sahara se trouvaient, à la fin de 2012, sur le sol marocain dans l'espoir d'un hypothétique passage en Espagne.

Des expulsions illégales vers la frontière algérienne

Pourtant, au Maroc, le cadre juridique et les procédures existent pour reconduire à la frontière les étrangers en situation irrégulière. Sur le papier, les étrangers arrêtés ont droit à un avocat et à un interprète, peuvent contacter leurs représentations diplomatiques et doivent se voir notifier les décisions d'expulsion. « La loi 02-03 est un copié-collé de l'ordonnance française de 1945, affirme Stéphane Julinet. Mais elle n'est pas appliquée, c'est une loi d'affichage adoptée sous la pression de l'Union européenne. En réalité, les migrants subsahariens sont arrêtés et retenus de manière arbitraire. Ils ne sont ni en garde à vue ni en rétention administrative. Tout se passe très vite, de façon informelle, entre la police et le parquet. Après une rafle à Rabat, si le nombre d'arrêtés est suffisant pour remplir un bus, ils partent. » Pour le responsable du Gadem, les expulsions vers la frontière algérienne sont illégales : « La loi permet de renvoyer les personnes, soit vers le pays d'origine, soit dans un pays où elles sont légalement admissibles, rappelle-t-il. Or cela n'est pas le cas de l'Algérie. Les frontières sont officiellement fermées. Surtout, il ne devrait pas y avoir de refoulements dans des zones où les migrants craignent pour leur vie. »

La situation des enfants nés dans la clandestinité est particulièrement inquiétante, en raison du flou juridique dans laquelle ils se trouvent. Dans la crèche de la Fondation Orient-Occident, à Rabat, Delphine, originaire de Côte d'Ivoire, nourrit son fils de

quatre mois. Son bébé n'a pas d'extrait de naissance. Pour obtenir l'avis de naissance délivré par le médecin accoucheur, les mamans doivent avoir payé l'accouchement, soit environ 3 000 dirhams. Elles ont un mois pour le faire. Passé ce délai, elles doivent aller en justice. Mais l'avis de naissance ne suffit pas toujours : « A l'état civil, ils m'ont dit que je devais être mariée pour avoir un extrait de naissance. Sinon, ils donneraient un nom marocain à mon bébé et l'inscriraient de père inconnu », s'insurge Delphine. A la Fondation Orient-Occident, la grande majorité des enfants subsahariens qui fréquentent la crèche n'ont aucune existence légale. « Cela pose énormément de problèmes. Sans extrait de naissance, on ne peut pas inscrire ces enfants à l'école, ils ne peuvent pas être admis dans un hôpital, il n'y a pas de recours possible en justice s'il y a des abus



ou de la maltraitance », explique Nuria Mas, responsable du pôle immigration de la fondation.

A dix minutes de la Fondation Orient-Occident, le centre Tamkine reçoit les femmes enceintes migrantes et leurs enfants en bas âge. Soutenu par l'Union européenne et l'association Terre des hommes, le centre assure le suivi prénatal et postnatal des migrantes. Maman d'une petite fille de 4 mois, Christine, 28 ans, se rend au centre chaque lundi, chercher des conseils et du réconfort. Venue au Maroc pour y trou-

« Au Maroc, la loi n'est pas appliquée, c'est une loi d'affichage adoptée sous la pression de l'Union européenne »

ver une vie meilleure, la jeune mère a vite déchanté : « C'est encore plus difficile ici qu'au Cameroun. Quand on arrive, on a un choc culturel, on est d'abord confronté à la religion, à la couleur de peau, on commence à voir des réalités qu'on n'imaginait même pas. Il y a des agressions, des viols. Dans la rue, les gens nous lancent des cailloux, nous crachent dessus [...] J'ai quitté mon pays, j'ai traversé le Nigeria, le Niger, l'Algérie pour arriver au Maroc. J'espérais trouver du travail ici. Mais c'est impossible. Il y a trop de racisme, on n'a pas de papiers. Aujourd'hui, je bricole, j'achète de la friperie, je la revends. Je me bats pour mon bébé, mais, franchement, je ne pense pas rester, c'est trop difficile. » Pour rentrer, la jeune maman est prête à refaire le chemin inverse. « Je reprendrai la route à pied, avec la petite, assurément. Je n'ai pas le choix. »

Décus, beaucoup souhaitent rentrer dans leur pays

Rentrer. Les migrants subsahariens sont de plus en plus nombreux à le souhaiter. Mais l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), faute de fonds suffisants, finance peu de retours volontaires. Entre 2005 et 2012, l'OIM a permis le retour de 3 500 personnes seulement.

Le soir décline sur Tanger. L'heure que choisissent Merchant et Jimmy pour flâner tranquillement sur la plage. Après cinq années de galère passées dans la ville du détroit, Merchant n'a plus qu'une seule idée en tête : repartir à Monrovia. « L'ambassade du Liberia peut me faire une carte consulaire pour 50 euros. Après, il faut encore que je trouve 2 000 euros pour le voyage. Je dois rentrer, j'en ai assez, je suis fatigué », explique-t-il. Sous son blouson, il cache un cahier d'écolier dont il noircit les pages quand le vague à l'âme est trop fort. Jimmy, son camarade, entonne un rap. Une chanson qui raconte l'exil, les humiliations, la solitude. ● C. M.

SURVIE

Dans le quartier de Takadoum, à Rabat, les migrants vivent dans des conditions misérables.



Les facs marocaines attirent les Africains

Découragés par les difficultés à accéder aux universités européennes et américaines, de plus en plus d'étudiants subsahariens, francophones mais aussi anglophones, choisissent de se former au Maroc.

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Le week-end, dans les jardins de la Cité universitaire internationale, à Rabat, les étudiants étrangers s'attardent sous le soleil pour bavarder. Ils viennent des Caraïbes, du Moyen-Orient, d'Asie, d'Europe de l'Est, mais surtout d'Afrique subsaharienne : au total, près de 85 nationalités sont représentées.

Entre le public et le privé, les établissements d'enseignement supérieur du royaume accueillent chaque année entre 10 000 et 15 000 étudiants originaires du sous-continent africain, franco-

^ MOTIVÉS
(de g. à dr.) Samba Touré, tchadien, secrétaire général de la Confédération des étudiants et stagiaires africains au Maroc (Cesam), Bakari Sadou, centrafricain, et Jesse Jefferson Fahn, libérien.

phones pour la plupart. Ils représentent 70 % des 9 000 étudiants boursiers pris en charge chaque année par l'Agence marocaine de coopération internationale (Amci). Un chiffre appelé à augmenter au cours des prochaines années.

Inscrit en master de commerce international, Jesse Jefferson Fahn, 25 ans, est originaire du Liberia. « Il y a cinq ans, explique-t-il avec un léger accent anglais, j'ai postulé pour des bourses d'études aux Etats-Unis, en Egypte et au Maroc. Le Maroc a été le premier à me répondre positivement, alors j'ai saisi ma chance. C'est très compliqué, si l'on n'a pas de relations, d'aller étudier dans les grands

pays. Venir au Maroc, c'était un défi. J'ai dû apprendre une autre langue. » Aujourd'hui, le jeune homme se dit serein quant à son avenir. « Je suis content de ma formation. Avec la maîtrise du français en plus, j'aurai pas mal d'opportunités. D'autant que le Liberia a déposé une demande pour devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce. »

Une stabilité politique qui rassure

Parmi les étudiants boursiers africains au Maroc, 30 % proviennent de ces pays : Sénégal, Mauritanie, Guinée, Niger, Gabon, Comores. « Les critères de sélection sont stricts, souligne Youssef Imani, directeur général de l'Amci. Il s'agit de préserver l'excellence du système marocain. Nous tenons compte de l'âge, de l'année d'obtention du baccalauréat et des notes, qui doivent être très bonnes. » Les jeunes n'ont pas le droit à l'erreur : le redoublement est permis une année seulement. « En classe, ce sont des étudiants sérieux, assidus, pleins d'énergie, qui tirent le groupe vers le haut », ajoute le directeur. Outre les grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, la médecine, la pharmacie, les sciences économiques et l'architecture sont très prisées.

Dans sa chambre universitaire, Samba Touré, secrétaire général de la Confédération des étudiants et stagiaires africains au Maroc (Cesam), pianote sur son clavier. Sur son bureau étroit : un ordinateur portable et des livres empilés. Aux murs, des banderoles du club de football de Chelsea. Installé au Maroc depuis sept ans, cet étudiant tchadien poursuit un doctorat en droit et relations internationales. « Depuis quelques années, l'Europe a durci sa politique en matière d'immigration, même pour les étudiants. Alors, nous sommes de plus en plus nombreux à venir au Maroc. Qu'il s'agisse des infrastructures, de l'enseignement, voire de l'accueil des étudiants, le Maroc se situe au-dessous du niveau européen, certes, mais

au-delà de la moyenne des pays subsahariens », explique le secrétaire général de la Cesam. Comparé à d'autres pays, comme l'Algérie, l'Égypte et autrefois la Libye, qui drainait de nombreux étudiants d'Afrique subsaharienne, le Maroc jouit d'une stabilité politique qui rassure. Surtout lorsque l'on a déjà vécu « une année blanche » au pays. « Le Maroc, pays musulman, cela compte aussi. Nos parents imaginent que les distractions, les tentations sont moins fortes qu'en Europe », relève l'étudiant. Autre critère : le coût de la vie. Etudier au Maroc revient nettement moins cher qu'en Europe. D'autant que de plus en plus d'universités et de grandes écoles privées marocaines développent des partenariats avec des universités en Europe et aux États-Unis, afin de proposer des diplômes validés par ces établissements prestigieux. C'est le cas de l'Institut supérieur du génie appliqué (IGA), une grande école d'ingénieurs et de management, de l'université privée Mundiapolis, ou encore de l'EGE, l'école de gouvernance et d'économie de Rabat. « Un père se dit : "Si j'envoie mon fils en France, je dois payer le loyer, payer le transport, les frais d'entretien... Alors que, là, avec les équivalences, on a le même diplôme, mais un coût de la vie bien moins élevé" », explique Samba Touré.

SOFT POWER

Le Maroc fait venir des étudiants des pays avec lesquels il a développé des relations privilégiées, tels le Sénégal, le Gabon ou la Guinée. Mais le royaume se rapproche aussi d'autres États, plus éloignés sur le plan politique, dans le but de former des générations de décideurs africains qui lui seront favorables. C'est notamment le cas du Tchad, de la Zambie ou du Botswana sur la question du Sahara occidental. Une fois rentrés, ces étudiants seront plus enclins à comprendre les positions marocaines et à assouplir l'orientation de leur pays envers le royaume, espère le gouvernement marocain. L'enjeu est également économique. « On n'attend rien de ces étudiants : nous les formons et ils rentrent chez eux, souligne Youssef Imani, directeur général de l'Agence marocaine de coopération internationale (Amci). Mais l'étudiant d'aujourd'hui, c'est l'homme d'affaires de demain. Et ces contacts demeurent. » ● C. M.



LOISIRS

Samedi 6 avril, des étudiants discutent dans les jardins de la Cité universitaire internationale, à Rabat.

Reste que les études au Maroc demandent un peu de moyens. La bourse offerte par l'Amci, 750 dirhams par mois (66 euros), ne couvre qu'une partie des frais. Si certains étudiants reçoivent une bourse complémentaire de leur pays d'origine (Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie, Cameroun, Nigeria, par exemple), les autres doivent faire jouer la solidarité familiale. Pour ces étudiants subsahariens, le budget mensuel pour vivre au Maroc atteint 1 500 dirhams (132 euros) s'ils sont logés en cité universitaire, mais le double s'ils doivent se loger par leurs propres moyens. « Le Tchad, la Centrafrique, les Comores ne donnent rien, explique le secrétaire général de la Cesam. Dans ces cas-là, les étudiants se tourment soit vers l'Amci, soit vers les parents. C'est d'autant plus difficile que la législation marocaine ne permet pas aux étudiants subsahariens, excepté les Sénégalais, de faire des petits boulots. »

Étudiant centrafricain, Bakari Sadou termine son cursus en bio statistique. A la fin de l'année universitaire, il rentrera chez lui, à Bangui. « J'aurais aimé poursuivre encore un peu mes études. Mais ma mère m'a demandé de rentrer pour l'aider. Sur dix enfants, je suis le seul à faire des études. Pour la famille, c'est beaucoup de sacrifices. C'est vrai que cela met la pression, mais en même temps c'est ce qui nous pousse à réussir ». ● C. M.